

La mobilité académique : des pratiques aux représentations linguistiques

Jean-Marc DEFAYS

Deborah MEUNIER

Université de Liège
Institut Supérieur des Langues Vivantes

La mobilité académique bat son plein : de plus en plus d'étudiants participent aux programmes Erasmus, certains sont contraints d'effectuer leur stage de fin d'études à l'étranger, les chercheurs et les futurs professeurs doivent désormais justifier d'une expérience dans un autre pays, les professeurs sont sans cesse appelés à voyager pour participer à des colloques, donner des cours ou tisser des réseaux. Sans même parler des publications internationales et des échanges virtuels, la globalisation universitaire est bien en marche, et, en ce qui concerne l'Europe, le succès des programmes Erasmus est incontestable au niveau du nombre de déplacements actuels et de projets à venir.

Mais faut-il rappeler que la mobilité universitaire n'est pas un but en soi, qu'elle doit contribuer à la formation des étudiants, des intellectuels, des (futurs) chercheurs, professeurs, cadres, citoyens du monde de demain. Or on fait comme si les séjours à l'étranger étaient par principe profitables, qu'ils « forment la jeunesse » dans tous les cas, alors que certaines conditions causent quelques sujets de préoccupations, comme par exemple celui des motivations et de la préparation des étudiants concernés, les critères de choix des destinations, la correspondance des programmes de cours et de leur niveau, l'intégration de ces étudiants dans le milieu d'accueil, académique et social, et, nous y reviendrons, les occasions d'apprendre les langues étrangères.

Or il semblerait que, trop occupé à promouvoir cette mobilité, à l'organiser sur le plan administratif, académique, logistique, à y impliquer toujours plus d'universitaires, on n'ait pas encore pris le temps ou le recul nécessaire pour en tirer le bilan moral et pédagogique. Après l'engouement utopique des débuts, ce n'est que depuis peu que cette question – longtemps politiquement incorrecte – de la pertinence variable et des effets divers de la mobilité peut être abordée sans tabou dans les cénacles universitaires. Des colloques et des publications instruisent maintenant à charge et à décharge cette gigantesque entreprise de transhumance académique, en interrogeant aussi bien les données statistiques que les acteurs, professeurs et étudiants, de la mobilité. Le présent ouvrage en témoigne puisqu'il fait suite à la réflexion menée lors de la journée d'étude organisée le 21 mai 2010 à l'Université de Liège sur *les*

représentations liées aux langues, aux cultures, aux apprentissages en contexte de mobilité académique.

Une telle analyse coûts – bénéfices de la mobilité étudiante doit être envisagée sur les deux plans personnel et collectif. *Mutatis mutandis*, on peut commencer par se demander si, rendu quasiment incontournable tant les institutions y encouragent, le séjour à l'étranger n'a pas pris la place du service militaire comme étape initiatique dans la vie du jeune adulte, en tout cas dans l'imaginaire collectif : séparation du milieu familial, déracinement culturel, exercice de survie (?), expérience de la collectivité, du brassage social,... y compris les aspects folkloriques et festifs. Le séjour Erasmus, vu l'ampleur qu'il a pris, jouerait donc un rôle significatif sur le plan psychologique, sociologique, voire anthropologique.

D'autres contestent au contraire les effets réels de ces expériences qui relèveraient plutôt d'un « tourisme universitaire », coûteux pour la collectivité et les familles, mais sans grand impact sur les voyageurs qui se transforment moins pendant leur séjour qu'ils ne transforment le site où il a lieu et où ils devraient s'intégrer. Il est vrai que, dans les universités et les villes qui accueillent les étudiants étrangers, on trouve dorénavant des services, des cours, des T-shirt, des activités, des bâtiments, des cafés ERASMUS... Et de se constituer progressivement une culture Erasmus internationale – comme on a aussi pu décrire des dialectes Erasmus – qui n'a plus grand-chose à voir avec celle des pays concernés.

Sur le plan collectif, la mobilité devrait servir des intérêts humanistes (échanges entre les personnes), intellectuels (échanges d'idées), sociaux (échanges entre les groupes), politiques (échanges entre les Etats), économiques (échanges de biens et de services). Mais sur quel mode les conjuguer ? Les derniers cités ne sont pas les moins importants : c'est bien au marché que doivent profiter à terme ces échanges d'étudiants – futurs entrepreneurs, cadres, consommateurs – dont l'employabilité (pour employer un bien vilain mot) se conçoit dorénavant dans un contexte international, avec des patrons, des collègues, des clients de nationalités, de cultures, de langues différentes.

Il est manifeste que le marché universitaire est en train de conduire à la standardisation des structures et des modalités pour faciliter l'échange des personnes, des biens et services ci-dessus mentionnés, et pour permettre la concurrence entre les institutions qui les offrent ou les demandent. Mais il ne faudrait pas que ce libéralisme universitaire, sous prétexte de rayonnement international, uniformise les données culturelles et les façons de penser, comme il a réduit le nombre de langues pratiquées dans l'enseignement supérieur, et surtout dans la recherche. Il nous revient avant tout de mettre en garde contre deux risques majeurs que représentent, d'une part, le sacrifice des différences, de l'autre, le renforcement des stéréotypes.

Or on constate que les séjours internationaux – compte tenu des conditions fort variables, parfois problématiques dans lesquelles ils ont lieu (voir *supra*) –, tout en rapprochant physiquement les étudiants et les professeurs de différentes nationalités, confirment malheureusement leurs préjugés respectifs faute de temps ou de motivation pour comprendre les particularités des uns et des autres, et s'y adapter. Les groupements spontanés ou organisés des étudiants favorisent les phénomènes de ghettoïsation qui limitent l'expérience interculturelle à la simple cohabitation et favorisent les généralisations rassurantes. Chacun rentrera alors chez lui avec la conviction que les Italiens sont en effet comme ceci et les Allemands comme cela.

Conformément à notre domaine d'expertise, la linguistique et la didactique des langues, les articles qui suivent sont basés sur l'analyse des représentations des différents acteurs de la mobilité universitaire (étudiants Erasmus, enseignants-chercheurs, institutions), et plus particulièrement sur les images de soi, des autres, de leur(s) langue(s) qui se dégagent de leur discours. Parler dans une autre langue, vivre avec d'autres gens dans un autre contexte provoquent inévitablement des questionnements identitaires, des autocritiques, des réévaluations, des repositionnements, dont le discours porte les traces. De même que les catégorisations en usage pour dire la mobilité expriment un imaginaire social qu'il s'agit de définir pour mieux penser les échanges et les apprentissages liés à ces derniers.

En tant qu'enseignants-chercheurs, nous aussi confrontés à l'altérité de nos étudiants et de nos collègues étrangers, de notre culture scientifique, quand ce n'est pas de notre personnalité, c'est cette articulation entre pratiques linguistiques, intégration socioculturelle, stratégies cognitives, projets disciplinaires qui, en deçà des vecteurs psychologiques, sociologiques, anthropologiques évoqués plus haut, doit motiver l'analyse critique des discours des étudiants nomades et de leurs professeurs.

Les contributions de ce numéro ont en commun d'étudier des corpus inédits, écrits et oraux, où les représentations *linguistiques* et *culturelles* sont « mobiles » (à l'image des personnes), s'élaborent et circulent grâce au discours. Les corpus étudiés sont variés (discours philosophique, historique, pédagogique, « ordinaire », savant, institutionnel,...), de même que les approches proposées : sociologique, linguistique, didactique, philosophique, historique, psychologique,.... On ne peut que saluer cette diversité qui enrichit le point de vue et élargit notre vision de l'objet.

Le numéro s'ouvre sur une contextualisation historique et philosophique des représentations de la « mobilité étudiante ». **Jean-François Dupeyron** traverse les époques pour nous montrer que de l'idéal cosmopolite antique au souci d'employabilité de l'école néolibérale, la conception de la mobilité étudiante a subi de profondes mutations. L'auteur souligne la complexité des représentations qui sous-tendent les projets européens actuels de mobilité, entre humanisme et employabilité, entre enracinement et déracinement culturel. Des représentations antagonistes qui se verraient concurrencées aujourd'hui par une nouvelle version de la mobilité : le « tourisme festif subventionné ».

Dans son étude, **Fred Dervin** interroge les concepts de *communauté* et de *groupalité* à la lumière des représentations d'une étudiante française en mobilité Erasmus en Finlande. L'auteur propose un guide de lecture de la *socialité* Erasmus sous forme de continuum. Cette grille d'analyse permet d'examiner finement les représentations discursives de l'étudiante, et dès lors d'appréhender la socialité en contexte de mobilité étudiante dans sa complexité. Le discours analysé vient confirmer l'instabilité relationnelle et les identifications plurielles inhérentes aux échanges Erasmus, trop peu prises en compte dans l'enseignement-apprentissage. L'auteur suggère des pistes de réflexion pour une conscientisation des spécificités de la socialité des étudiants mobiles.

Véronique Castellotti et **Emmanuelle Huver** ont choisi d'interroger les catégorisations en usage pour *dire* et *réfléchir* la mobilité académique, afin d'une part d'explorer les représentations qu'elles véhiculent chez les étudiants, enseignants mobiles, mais aussi chez les institutions d'accueil et d'envoi, et d'autre part d'en interroger la pertinence et les impacts, contrastés selon les points de vue, les enjeux et les contextes. Par ce biais, elles abordent également la question problématique de la *reconnaissance* des compétences – linguistiques, interculturelles, disciplinaires – ainsi construites, au regard de l'articulation (problématique et néanmoins nécessaire) entre évaluation, diversité des parcours et uniformisation due à la norme.

Deborah Meunier s'intéresse à la culture discursive des étudiants Erasmus immersés en contexte francophone, et plus particulièrement à leurs représentations de la langue française et des pratiques langagières en français *lingua franca*. À partir d'une analyse de leurs discours, l'auteure étudie la façon dont se construit le rapport à la langue et la conscience normative des étudiants dans le contexte instable de la mobilité. Les représentations de deux pratiques langagières sont questionnées et comparées : la pratique du français avec les natifs et celle du français comme langue véhiculaire, au début et à la fin du séjour Erasmus. Ses analyses montrent une intégration très forte de la norme, voire une attitude puriste qui s'inscrirait dans une tradition normative française plus large. Un savoir puriste serait donc partagé par les non-francophones, mais avec ses spécificités.

Laurence Rosier a choisi de questionner les représentations « puristes » de la langue française chez des locuteurs non-francophones. L'auteure envisage le purisme comme une « compétence culturelle » à part entière dont il faudrait tenir compte dans l'enseignement-apprentissage du français langue étrangère. À partir d'un corpus de commentaires d'internautes sur des blogues et des forums, on découvre que la pratique puriste « à la

française » est intégrée par les locuteurs allophones : ceux-ci vont développer des « pratiques correctives » qui mériteraient d'être exploitées, théorisées en classe de langue.

Enfin, **Aleksandra Ljalikova** et **Merilyn Meristo** présentent les résultats d'une recherche sur les conceptions de la mobilité académique actuellement dominantes dans les esprits universitaires estoniens. L'étude montre que ces dernières procèdent d'une conception assez délimitée : du point de vue institutionnel, la mobilité concernerait quasi-exclusivement les universitaires du troisième cycle se déplaçant physiquement dans un pays étranger pour une période relativement longue (une année au moins). Pris comme telle, cette conception exclut donc d'autres formes de mobilité: intra- (dans le pays), virtuelle, de court terme, etc. L'objectif des auteures est de confronter la conception institutionnelle aux conceptions individuelles des enseignants sur la mobilité académique.